

Election du Net: la cyber-démocratie en débat

Les internautes sont appelés à élire leurs représentants au «gouvernement du Net». Rencontre avec deux candidats.

Jusqu'au 10 octobre, 76 500 internautes du monde entier vont voter pour élire cinq représentants (un par continent), qui siègeront au «gouvernement de l'Internet», plus exactement à la direction de l'Icann (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers), un organisme créé voilà deux ans pour assurer la supervision technique du réseau (lire ci-contre). Cette première expérience de vote électronique à l'échelle planétaire, conduite avec le concours technique de la société election.com, vise à renforcer la légitimité de l'Icann. Le faible nombre d'internautes qui se sont enregistrés pour le scrutin sur le site de l'Icann (les listes sont closes depuis des semaines) montre à lui seul qu'il reste beaucoup de travail à faire. En Europe, 23 500 internautes voteront, dont une écrasante majorité d'Allemands: l'opération a suscité outre-Rhin beaucoup plus d'intérêt que partout ailleurs sur le continent. En France, seulement moins de 3 000 personnes participeront au scrutin. Les internautes européens auront à choisir un nom parmi sept: Maria Livanos Cattai (Suisse), Alf Hansen (Norvège), Jeanette Hofmann (Allemagne), Andy Mueller-Maguhn (Allemagne), Olivier Muron (France), Oliver Popov (Macédoine) et Winfried Schueller (Allemagne). **Libération a organisé la semaine dernière un débat entre Olivier Muron, candidat coopté par les**

instances de l'Icann, et Andy Mueller-Maguhn, l'un des deux candidats désignés par les internautes eux-mêmes. Deux profils diamétralement opposés. Le Français, cadre supérieur chez France Télécom, est issu du sérail: il a participé, en juin 1998, à la conférence qui a dessiné les contours de l'Icann. L'Allemand est porte-parole du Chaos Computer Club, un des plus grands groupes de «hackers». Muron veut dynamiser l'Icann, Andy veut la dynamiter. Résultat le 10 octobre ●

Quelle est la légitimité de l'Icann dans son statut actuel?

Olivier Muron: L'Icann est un organisme en évolution permanente! Voilà deux ans, le gouvernement des Etats-Unis a décidé de se retirer de la supervision technique de l'Internet, qu'il assurait depuis l'origine en raison de son rôle dans la création du réseau. Une solution aurait été de s'en remettre à une agence dépendant des Nations unies, comme l'UIT (Union internationale des télécoms), en charge de la coordination mondiale des télécoms.

L'UIT est née au siècle dernier après l'invention du télégraphe, qui nécessitait des normes internationales et des accords d'interconnexion. Ses statuts sont issus d'un traité entre les gouvernements, le télégraphe étant opéré à l'époque par les Etats. Mais les Etats-Unis ont souligné que l'Internet était différent — son essor a reposé sur les efforts d'une large communauté d'utilisateurs et d'industriels, publics et privés — et que de ce fait, une structure de type UIT n'était pas adaptée. Ils ont aus-

si souligné que l'image de l'UIT n'était pas bonne parmi les internautes.

Andy Mueller-Maguhn: Je vois les choses de façon différente. Je n'ai pas été directement impliqué dans le processus de création de l'Icann, mais je n'ai jamais entendu dire que le gouvernement américain entendait renoncer à toutes ses prérogatives, au contraire. L'Icann est toujours sous la coupe du gouvernement américain, et l'ordinateur qui centralise le système d'adresses est piloté par l'administration américaine. Il y a eu une immense pression pour soustraire l'Icann de l'influence des Etats-Unis, en confiant par exemple ses prérogatives à l'ONU. Mais comme les Américains n'y ont pas beaucoup de pouvoir, ils se sont opposés à cette idée.

Quels sont les grands dossiers qui attendent l'Icann?

A. M.-M.: Nous devons bâtir une structure décentralisée prenant en compte la diversité des cultures. Aujourd'hui, l'Icann refuse. On le voit avec l'Universal Dispute Resolution Protocol (UDRP), qui est un mécanisme mis en place en octobre 1999, pour traiter les problèmes de contrefaçon de marques sur les adresses du Web. Avec cette procédure, toute entreprise estimant que quelqu'un s'est emparé indûment d'une adresse peut, pour faire valoir ses droits, se tourner vers l'Ompi (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle), qui a été choisie par l'Icann. Résultat: le système d'adresses de l'Internet, qui était jusque-là un espace public, s'organise désormais en fonction des lois sur les marques. C'est exactement ce qu'il ne faut pas faire: l'Internet doit demeurer un espace public. Il y a eu de nombreuses

suggestions pour résoudre ce problème: par exemple établir une extension spécifique en «.tm», pour *trademark*, pour les titulaires de droits de marques. C'est la seule façon de permettre aux gens qui n'ont aucun intérêt commercial d'accéder à cet espace des noms. On pourrait imaginer par exemple un «.gpl» (GNU public license), qui est un modèle alternatif de droits d'auteur pour les logiciels, mais aussi pour la diffusion de cours ou toute autre production culturelle. On peut aussi imaginer des extensions fondées culturellement, comme «.islam», par exemple. Il existe des choix culturels très différents des choix américains. Aujourd'hui, l'Icann réalise une sorte d'exportation culturelle, via la politique de l'UDRP, et gouverne ainsi plus ou moins le monde. Ce que les Etats-Unis ont l'habitude de faire dans tout un tas de domaines depuis très longtemps. Cela doit cesser.

O.M.: Certains critiquent l'Icann, mais beaucoup a été fait en deux ans. La distribution des adresses a été ouverte à la concurrence (c'était auparavant un monopole de la société NSI). Il y a de plus en plus de *registrars* (entreprises ayant obtenu l'autorisation de commercialiser les adresses web, ndlr), et les prix d'enregistrement ont baissé. La transparence des débats s'est améliorée. La plupart des séances sont publiques, ce qui n'était pas le cas il y a deux ans. Tout n'est pas encore parfait, certes. Hier, le système marchait bien parce que tout le monde faisait confiance à Jon Postel, l'universitaire (University of Cali-

fornia Los Angeles) sur qui tout le système reposait. Il a disparu, et la confiance est à rebâtir. L'Icann, dont l'image est floue, doit faire un effort de communication. Par exemple son site web est compliqué, les missions n'apparaissent pas clairement, et les textes ne sont pas suffisamment traduits.

Icann veut créer de nouveaux blocs d'adresses, en sus des «.com», «.net» et «.org» actuels. Une bonne idée?

O.M.: Il serait prudent de n'ouvrir que 6 à 10 nouveaux blocs dans un premier temps. Personne ne sait ce qui va se produire. Il faut se méfier d'un effet «ruée vers l'or» durant les premières heures. Mais je suis d'accord avec Andy Mueller, il faut des domaines distincts pour les particuliers et les entreprises. Cela aidera à résoudre les problèmes posés par les noms de marque, cela donnera de l'air.

A.M.-M.: Pourquoi seulement 10 nouvelles extensions? Le processus en cours reste inspiré par les intérêts commerciaux: si vous voulez faire une suggestion pour une extension, vous devez payer 50000 dollars, sans garantie de rem-

boursement si votre proposition n'est pas retenue. Cela signifie que seules les entreprises commerciales peuvent se mettre sur les rangs.

Quelles idées défendez-vous si vous êtes élu?

O.M.: Il ne s'agit pas de défendre un programme politique: on ne parle pas ici de l'élection d'un gouvernement. L'enjeu est de trouver les personnes les plus qualifiées pour gérer une structure sans but lucratif, de taille relativement modeste, et qui a une mission extrêmement spécialisée. Mon principal objectif est de faire en sorte que l'Icann soit un organisme aussi légitime que possible au sein de la communauté de l'Internet, qu'il jouisse de la même confiance que celle que Jon Postel avait su construire. Concrètement, je souhaite faire avancer des dossiers importants comme la création d'une nouvelle extension «.eu» pour l'Europe qui pourra apporter une contribution significative à l'Internet, au niveau culturel comme pour les entreprises.

A.M.-M.: J'aimerais que l'Icann soit non seulement élargie et décentralisée, notamment avec l'élection de certains directeurs du bureau par les utilisateurs, mais aussi que les utilisateurs puissent prendre une véritable place dans le processus de décision. Par exemple, quand l'Icann a eu l'idée de l'UDRP, ils ont décidé de confier cette mission à l'Ompi sans demander au moindre utilisateur. Il faut remplacer ce système par une procédure bénéficiant à tous, pas seulement aux entreprises.

Que pensez-vous du processus électoral en cours?

O.M.: C'est une expérience.

Effectivement, il y a eu des problèmes techniques. Par ailleurs, la mobilisation a été très différente selon les pays. Mais le processus a permis de tester d'intéressantes innovations: par exemple, dans la phase de présélection, les internautes ont pu réviser leur vote jusqu'au dernier moment.

A.M.-M.: Ce processus est un simulacre de légitimation pour l'Icann. L'affaire a été signalée par une toute petite note sur leur site web, cachée sur une page perdue, difficile à trouver. Quand la presse a commencé à en parler, l'Icann a été totalement débordée par tous les gens qui s'inscrivaient. Ils ne s'attendaient pas à plus de 5000 personnes, et ils en ont eu 300000. La preuve: pour chaque inscrit, ils devaient expédier par la Poste un code confidentiel et ils se sont retrouvés sans argent pour tout envoyer. Quant au scrutin lui-même, il faut rappeler que tous les candidats ne sont pas dans la même position. Il y a aujourd'hui sept candidats européens. Deux seulement sont issus du premier tour, je suis l'un d'eux. Et Olivier Muron est, lui, l'un des cinq «candidats nommés». Cette procédure montre clairement que l'Icann voulait rester un club fermé et continuer à prendre ses décisions sans en parler à trop de gens.

Comment voyez-vous l'Internet de demain?

O.M.: Il y aura de plus en plus de connexions permanentes depuis le domicile; un nombre croissant d'appareils domestiques sera raccordé à l'Internet. D'ici trois ans, le nombre de mobiles ayant accès au ré-

seau sera supérieur à celui des équipements fixes. Cela va mettre plus de pression sur la gestion des adresses, notamment en Europe où le parc de mobiles est plus important qu'aux Etats-Unis. Les utilisateurs individuels seront de plus en plus concernés par ce nouvel Internet. Aujourd'hui, très peu de gens possèdent des adresses web à leur nom (www.dupont.net ou www.dupond.fr, ndlr). Cela va changer. Des centaines de nouvelles applications seront déployées sur les réseaux domestiques et mobiles du futur. Enfin, les adresses pourront enfin utiliser des caractères accentués et de nouveaux alphabets.

A.M.-M.: L'Internet est déjà un espace culturel global, où de nombreuses opinions différentes se rencontrent. Et, surtout, il s'agit d'un réseau de communication non centralisé. Le consommateur passif n'existe pas sur le Net, à moins qu'il ne décide lui-même de l'être. Aujourd'hui, il y a un intérêt grandissant des entreprises pour quelque chose appelé la «nouvelle économie»: personne ne sait ce que c'est, mais tout le monde est persuadé que cela va rendre beaucoup de gens riches. Je n'ai rien contre, tant que les intérêts commerciaux restent dans leur propre espace. L'Internet aura un effet grandissant sur la société. C'est pour cela qu'il doit demeurer un espace public ouvert ●

Recueilli par
FLORENT LATRIVE
et EDOUARD LAUNET

L'intégralité du débat est consultable sur www.liberation.com

L'icann, mode d'emploi

Avec cette élection internationale, ouverte à tous les internautes, l'icann (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers) est en passe de devenir l'organisme le plus visible du réseau, une sorte d'embryon d'un véritable «gouvernement du Net». Loin devant l'Isoc (Internet Society) ou le W3C (World Wide Web Consortium, en charge des normes techniques du Web). Chargé de la toponymie du réseau, l'icann est responsable des extensions en «.com», «.net» ou «.org», des désinences géographiques, comme le «.fr» pour la France. Sans ce travail, impossible de s'orienter ou de s'identifier sur le Net. Historiquement sous influence du gouvernement des Etats-Unis, cet organisme vit une transition. L'élection d'une partie de ses directeurs par les internautes était inscrite dans ses statuts, à sa création, en 1998. Ce processus survient à un moment crucial du développement du réseau: De plus en plus international, il doit accueillir des internautes de toutes cultures et prendre en compte l'équilibre entre entreprises et individus. A l'origine essentiellement technique, la gestion des adresses web apparaît aujourd'hui politique. Une fonction qui s'apparente à «la réorganisation de l'agencement des rues dans une ville», estime l'Américain Jerry Berman, directeur du Center for Democracy and Technology. C'est à l'icann que revient la décision de multiplier les extensions. Un choix important: la création d'un «.sex» pour parquer les sites pornos modifierait le Net en profondeur. L'apparition d'un «.perso» pour permettre à M. Dupont d'avoir sa place sur le Web, sans être contestée par l'entreprise Dupont.

F. L.

www.icann.org

Olivier Muron, l'homme du sérail

Il est, depuis trois ans, responsable des projets Internet de France Télécom.

Olivier Muron, 51 ans, part avec un avantage et un handicap. L'avantage: il connaît le système de l'intérieur. En juin 1998 à Genève, le Français a coprésidé la réunion d'où sont issus les grands principes de l'icann. Y participaient notamment Jon Postel (USC), l'universitaire qui gérait le système des adresses sous contrat du gouvernement américain, Ira Magaziner, conseiller de Bill Clinton, et Jean-Noël Tronc, conseiller de Lionel Jospin. Le handicap: il travaille pour un opérateur de télécoms. Voilà trois ans, Olivier Muron a rejoint la direction de l'innovation de France Télécom, où il est responsable de projets sur l'Internet de nouvelle génération. Ne risque-t-il pas de devenir, au sein de l'icann, le représentant des intérêts de l'opérateur historique français? Il souligne que Vinton Cerf (un des pères du réseau, membre du board de l'icann) travaille aussi chez un opérateur de télécom (MCI), et que cela ne l'empêche pas d'avoir des positions impartiales au bureau de l'icann. «Par ailleurs, l'icann a une politique de transparence: les débats sont rendus publics. Des procédures préviennent d'éventuels conflits d'intérêts. Si sur un point particulier il pouvait y avoir une interférence avec les intérêts de France Télécom, je devrais m'abstenir.» Centralien, diplômé de l'université de Berkeley, Olivier Muron a d'abord été chercheur à l'Inria (Institut national de recherche en informatique et en automatique). Puis il a rejoint le ministère de l'Industrie. En 1997, il fut conseiller du ministre des Télécoms (à l'époque, François Fillon) pour les questions Internet ● E. A.

Andy Mueller-Maguhn, le «hacker» plébiscité

Ce Bertincis est le porte-parole du «Chaos Computer Club».

C'est un hacker, un pur: Andy Mueller-Maguhn, allemand de 28 ans habitant Berlin, est le porte-parole du Chaos Computer Club (CCC), l'un des plus influents groupes de «pirates» du monde, fondé en 1981. A ce titre, il revendique l'éthique du genre: liberté totale de circulation de l'information sur le réseau et opposition franche à tous ceux – entreprises ou gouvernements – qui voudraient la brider. A ceux qui évoquent le passé sulfureux du CCC, et notamment les intrusions illicites dans des systèmes de la Nasa et du gouvernement allemand dans les années 80, il rappelle que, à cette époque, «l'accès aux réseaux était interdit aux êtres humains normaux. C'était une façon de soutenir l'usage et l'exploration de ces nouvelles technologies». De même, Mueller refuse d'endosser la responsabilité des relations troubles entre certains membres du CCC et le KGB, à la même époque: selon lui, «cela n'a rien à voir avec le hacking» et ces histoires n'étaient le fait que «d'éléments incontrôlables du CCC». Bref, le CCC serait aujourd'hui assagi. «Bien sûr, la communauté de hackers apparaît souvent étrange, et parfois elle ne se conforme pas aux règles édictées par les gouvernements», reconnaît-il. Mais, avec ses 1 600 membres, son congrès annuel, son magazine et son travail avec d'autres organisations (de défense de la vie privée, notamment), le groupe de hackers se veut désormais en pointe dans les débats politiques concernant l'Internet ●

FLORENT LATRIVE